

# **Population et Souveraineté nationale**

Michel Schooyans

mars 2001.

La fortune des thèses malthusiennes est d'abord due à leur simplicité apparente et à leur caractère péremptoire. Dès 1798, le célèbre pasteur nous avertit: la croissance de la production alimentaire se fait selon une progression arithmétique; la croissance de la population obéit à une progression géométrique. Les pauvres doivent retarder l'âge de leur mariage. Les lois sociales perturbent le jeu des lois de la nature, qui veut sélectionner les plus aptes et éliminer les autres. Dès 1803, Malthus précisera qu'au grand banquet de la nature, le couvert n'est pas mis pour tout le monde; la nature signifie aux inutiles qu'ils doivent s'en aller et elle ne tarde pas à exécuter son propre commandement<sup>1</sup>.

Maintes fois critiquées et démenties par les faits, les thèses du pasteur n'en sont pas moins reprises avec une implacable constance. Nous les retrouvons ou bien dans leur formulation originale, ou bien explicitées sur tel point, ou au contraire maquillées. Nous allons suivre ces métamorphoses jusqu'à nos jours.

Dès le XIXe siècle, ces thèses sont renforcées par l'apport de *l'organicisme*, divulgué notamment par Herbert Spencer (1820-1903): la société humaine est un corps dont les membres sont fort différents sous le rapport de l'utilité, de la valeur ou de la dignité. Il est inadmissible que les moins doués fassent du tort à l'ensemble de l'espèce. Il faut donc aider la nature à opérer sa sélection. Galton (1822-1911) précisera que celle-ci doit être *artificielle*. Les médecins auront un rôle de premier plan dans ce programme d'*eugénisme*.<sup>2</sup> Suivant John Stuart Mill (1806-1872), ces différences se retrouvent entre les sociétés; entre celles-ci il y a une hiérarchie déterminée, et les moins dotées doivent accepter leur subordination aux plus "civilisées". A ce propos, on parlera donc parfois de darwinisme social.

Le *néomalthusianisme* s'affirme un peu plus tard, et il est illustré par Margaret Sanger (1883-1966). Ce courant procède au mixage des thèses malthusiennes sur la population avec une doctrine morale individualiste, hédoniste et utilitariste. Cette morale du plaisir individuel dissocie le comportement sexuel et la procréation. Dans l'union sexuelle, le plaisir, c'est le bien; l'enfant, c'est le risque. L'autre est intéressant dans la mesure où il m'apporte plaisir et/ou profit. D'où le rejet du mariage, l'éloge de l'amour libre, de l'eugénisme, etc.

Selon Malthus, la surface terrestre limite inexorablement la production alimentaire et les limites de celle-ci déterminent impitoyablement le nombre d'hommes que le monde peut contenir. Ce thème de la terre va conduire à la thématique contemporaine de *l'écologie*. Axé sur l'expansion, voire l'agression, l'impérialisme britannique va se traduire par des politiques de conquêtes territoriales et d'exploitation des ressources naturelles. De leur côté, les États-Unis n'attendent pas le lendemain de la Guerre de Sécession, pour mettre en pratique la doctrine messianique du Destin manifeste. L'annexion de la Floride, du Texas, de la Californie, les guerres de Cuba et des Philippines, la séparation du Panama de la Colombie, etc. permettent de comprendre l'importance des "zones d'influence", des "frontières" mouvantes, des "chasses réservées" –et de ce que les géopoliticiens allemands appelleront bientôt l'"*espace vital*"-.

La vulgate *malthusienne* se présente donc comme un tronc dont la sève nourrit trois types principaux de ramifications: *l'organicisme*, *le néomalthusianisme*, *l'écologisme*. Au total, nous avons donc quatre composantes dont les interconnexions apparaissent dès le XIXe siècle.

## Métamorphoses de ces composantes

Nous allons voir à présent que ces composantes se retrouvent dans certains discours que l'ONU ou ses agences consacrent à la population. Nous visons ici plus particulièrement le FNUAP, ainsi que la Banque Mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé, le PNUD, l'UNICEF, la FAO et même l'UNESCO.<sup>3</sup> Nous allons montrer sous quelles formulations sont reprises et explicitées aujourd'hui les quatre composantes que nous avons repérées.<sup>4</sup>

### *Reprise du malthusianisme*

Sous quelles formes la vulgate *malthusienne* originale apparaît-elle dans les discours de ces institutions internationales et les conférences organisées par celles-ci? La croissance de la population – assure-t-on – est exponentielle. La production alimentaire ne suit pas; la terre ne peut alimenter tout le monde. Les pauvres du Tiers-Monde ont trop d'enfants et sont responsables de leur propre misère. La croissance de la population est cause de pauvreté et de chômage; elle fait obstacle au développement. En outre, la concentration de pauvres dans les villes est cause de délinquance et de criminalité: certaines déclarations de la Conférence d'Istanbul sur l'habitat (1996) l'ont souligné.

Avec de telles affirmations, sans contrôle de la population, pas de développement possible. A partir de la IIe Conférence internationale sur la Population (Belgrade, 1965), la planification des naissances est présentée comme une forme d'aide au développement. Dans leurs décisions procréatives, les couples doivent tenir compte du contexte social. Bientôt on dira qu'il faut "monitorer", c'est-à-dire contrôler et limiter la croissance de la population. Tel était l'objet de la Conférence sur la Population et le Développement (1994): depuis celle-ci, les États sont régulièrement priés de rendre compte de ce qu'ils ont fait pour appliquer le "plan d'action" arrêté "par consensus" au Caire. D'ailleurs, la Conférence de Rio (1992) avait déjà avancé que la capacité porteuse

de la terre est atteinte ou dépassée. Dans sa définition originelle, le développement "durable" requerrait un contrôle des populations. Si ce contrôle n'était pas réalisé, la bombe "P" (population) ne tarderait pas d'exploser.

### *Reprise de l'organicisme*

En 1946, Julian Huxley fut mis à la tête de l'UNESCO. Il était connu pour être partisan de la stérilisation des débiles mentaux et de ceux dont la société ne savait que faire. Une variante de cet *eugénisme* se trouve chez Frederick Osborne, qui devient en 1952 le premier président de l'influent Population Council. Cette institution privée mérite d'être mentionnée ici en raison de l'influence que le groupe Rockefeller exerce, à travers elle et jusqu'à nos jours, sur les programmes démographiques de l'ONU et de ses agences.

On se souvient qu'à la sélection naturelle de Malthus, Galton préférait la sélection *artificielle*; il introduisait donc un élément *volontariste*, c'est-à-dire interventionniste. Les pauvres, ce sont ceux qui ratent; les riches, ce sont ceux qui réussissent. Les premiers ratent et prouvent par là qu'ils sont inférieurs; les seconds réussissent et prouvent par là qu'ils sont doués. Pour le bien de l'Humanité, il faut empêcher les pauvres de procréer et favoriser la procréation entre êtres doués.

Dès la Conférence de Bucarest (1974), apparaît la dimension *volontariste* du contrôle démographique, spécialement chez les pauvres: ce contrôle requiert une action systématique. La IVe Conférence (Mexico, 1984) mentionne la nécessité d'un plan d'action, dont la formulation la plus élaborée est l'œuvre de la Conférence du Caire (1994). De multiples réunions actuelles sont largement consacrées à vérifier l'application de ce plan d'action.

L'association étroite entre eugénisme et sélection artificielle est fréquemment mise en oeuvre pour "justifier" et même sponsoriser certains volets des programmes de l'ONU ayant pour objectif de contenir les populations du monde, selon des critères discriminant les pauvres. Ted Turner, patron de CNN, ou Bill Gates, mister Microsoft, arrosent l'ONU, et en particulier le FNUAP, de dons pharaoniques destinés à réduire les naissances chez les pauvres plutôt qu'à créer des écoles qui feraient pourtant, à terme, exploser leurs marchés...

### *Reprise du néomalthusianisme*

Les premiers néomalthusiens ont alimenté l'argumentaire individualiste, libertaire et féministe. Le néomalthusianisme actuel insiste, lui aussi, sur le droit au plaisir individuel et sur l'émancipation des femmes. Cependant, surtout depuis le rapport du FNUAP de 1994, l'éducation et l'émancipation des femmes est envisagée comme un *moyen* puissant pour faire baisser la croissance de la population. C'est pourquoi l'éducation des femmes doit comporter un important volet relatif à l'éducation sexuelle et à la "santé reproductive". Celle-ci fait partie des "nouveaux droits" qui sont lancés: droits à la contraception, à l'avortement, à la stérilisation, à l'homosexualité. Ces "nouveaux droits" sont censés répondre à des "besoins insatisfaits". A la Conférence de Copenhague (1995), sous la pression de lobbies homosexuels, ces "nouveaux droits" ont été appelés à couvrir des "comportements hors normes".

A Pékin (1995) comme à Istanbul (1996), la famille est présentée comme le lieu prototypique de la lutte des classes; la femme y est opprimée par l'homme, qui, en lui imposant le "fardeau" de la maternité, l'empêche de s'épanouir en apportant sa contribution à la production. La libération de la femme passe donc par la destruction de la famille. Thème classique du néomalthusianisme, la destruction de la famille apparaît désormais sous la rubrique des "nouveaux modèles" de famille:

à côté de la famille monogamique et hétérosexuelle traditionnelle, apparaissent les soi-disant "familles" monoparentale, homosexuelle, recomposée, etc.

Lors de la Conférence de Pékin (1995), tous ces thèmes ont été regroupés sous l'étiquette du "*gender*": les différences de rôles attribués à l'homme et à la femme dans la société n'ont aucun fondement naturel; elles sont le produit de la culture et, comme telles, peuvent et doivent être abolies. Nous sommes en pleine révolution culturelle.

### *Reprise de l'écologisme*

Malthus craignait la disparité entre, d'une part, les terres cultivables et les ressources alimentaires et, d'autre part, le nombre de bouches à nourrir. En dépit des études scientifiques démentant la vulgate malthusienne, cette thèse du pasteur anglican est désormais généralisée aux rapports entre la Terre et l'homme. Dans l'élargissement de la disparité avancée par Malthus, on relève diverses étapes.

Nous voici d'abord sur le *Radeau de la Méduse*, du peintre Géricault, ou sur le *Titanic*. Le navire Terre comporte quelque six milliards de passagers et serait en train de sombrer. Or les chaloupes ne peuvent accueillir que le tiers ou le quart des passagers. Il faut donc impitoyablement couper les mains à ceux qui veulent se hisser sur les canots, sans quoi tous périront. Cousteau, versé en démographie pélagique, recommandait donc qu'on réduisît la population mondiale au quart de son niveau actuel.

Toujours en conformité avec la tradition malthusienne, les pauvres sont la cible à viser prioritairement. Leur croissance démographique serait cause de la dégradation de l'environnement: déforestation,

gaspillage des ressources, réchauffement, détérioration de la couche d'ozone, etc. L'homme serait le plus grand "prédateur". La Conférence de Rio (1992) a été entièrement consacrée à ces thèmes. Maurice King recommande l'organisation de "réserves" confinées dans des "parcs" gardés par des "rangers", sorte de police démographique. La tâche de ceux-ci consisterait à "contenir" les populations pauvres dans les limites de certains quotas. Il en va des hommes comme des éléphants: ils seraient une menace pour l'environnement; les équilibres "naturels" doivent donc être protégés à tout prix. A défaut de pouvoir contenir la croissance démographique chez les pauvres, il faudrait laisser périr ceux-ci. D'où, après le procès, instruit par Malthus, des "lois paroissiales" en faveur des pauvres, le procès, aujourd'hui, de l'aide. Le message de Malthus est toujours actuel: aider les pauvres, c'est enfreindre la morale *naturelle*; si Dame Nature est violente, la société doit elle aussi être violente.

L'exaltation de l'environnement a conduit à une radicalisation des écologies antérieures. Déjà la Conférence de Bucarest (1974) considérait que la croissance de la population affectait l'environnement et était devenue un problème international. L'"aide" dans ce but doit être renforcée.

Cette radicalisation est fort marquée lors de la Conférence d'Istanbul (1996), qui dégage le lien entre planification territoriale et planification des naissances. Désormais, selon ce que montre Luc Ferry, l'homme n'est plus le centre de l'univers: l'anthropocentrisme de la tradition occidentale, et en particulier cartésien, a fait long feu.<sup>5</sup> L'homme ne transcende pas la nature matérielle; il est un être parmi d'autres, immergé dans l'univers. L'homme ne doit pas seulement se soumettre à l'État ou l'État aux organisations internationales. Il doit également reconnaître que les animaux ont eux aussi des droits. Il doit se soumettre à la Terre-Mère et, comme y pousse le New Age, révéler Gaï a.

### *L'idéologie de la sécurité démographique*

Plus que jamais, les thèses malthusiennes sont réactivées et font l'objet de présentations diverses et d'accentuations variables. Sous des habillages différents réapparaît la cantilène malthusienne: le nombre excessif d'hommes est la cause première des malheurs qui affectent l'humanité.

Il faut donc *augmenter l'aide* affectée aux programmes de contrôle de la natalité et *renforcer*, dans ce but, *les pouvoirs des organisations internationales*, spécialement de l'ONU et de ses agences –ainsi que des ONG reconnues fiables-.

Les thèmes malthusiens s'entrelacent et donnent naissance à une idéologie scientiste caractérisée pas la *monocausalité*. Le paramètre démographique est tellement exalté qu'il est invoqué aussi bien pour éclairer le passé que pour légitimer des programmes d'action de plus en plus volontaristes, c'est-à-dire, en fait, *imposés* aux individus et aux États.

Nous avons appelé cette idéologie *l'idéologie de la sécurité démographique*, par analogie avec la "doctrine de la sécurité nationale". Cette dernière, dont se sont réclamés la plupart des régimes militaires latino-américains dans les années 60, considérait, à la suite de théoriciens nord-américains et européens, que l'antagonisme dominant était celui qui opposait *l'Occident* libéral et démocratique à *l'Est* totalitaire et communiste. Il fallait *contenir*, c'est-à-dire endiguer, la poussée venant de Est. Cet antagonisme se traduisait par une guerre totale, *"justifiant" des régimes d'exception*. Cette idéologie fascisante tablait donc sur la *peur* pour imposer à des populations, pourtant avides de développement et de liberté, des sacrifices assortis de répression et même de violence. Le salut de la Nation était censé légitimer un pouvoir conçu à la façon de Hobbes: pouvoir "pur" s'exprimant dans des lois qui sont l'expression de la volonté du Léviathan.



Les quatre composantes que nous avons analysées s'intègrent dans l'idéologie de la sécurité démographique. Celle-ci réinterprète l'antagonisme dominant en l'appliquant aux relations *Nord-Sud*, riches et pauvres. Selon cette idéologie, la plus grande menace qui pèserait sur le Nord, c'est celle qui viendrait du Sud, pauvre, *mais beaucoup plus peuplé*. D'où la nécessité impérieuse de *contenir*, c'est-à-dire brider la croissance démographique du Sud, sans lésiner sur les moyens. La formulation la plus cynique de cette idéologie se trouve dans le *Rapport Kissinger* (1974).<sup>6</sup>

La nouvelle idéologie table donc, elle aussi, sur la peur que le Sud, dit-on, doit inspirer. Notre programme d'action à nous, les riches, peut se réclamer des assises "solides", "scientifiques" même, fournies par Malthus et par ses continuateurs. Et puisque notre cause est "juste", nous sommes fondés –prétendent-ils– à recourir aux instruments d'action dont dispose l'ONU et même à renforcer ceux-ci.

## Analyse critique de cette idéologie

Il est consternant d'observer le crédit accordé *naïvement* par un certain nombre de décideurs politiques à des constructions idéologiques dénuées de toute pertinence scientifique. De telles *aides à la décision* ne peuvent que conduire à des catastrophes. Nous allons passer en revue, une nouvelle fois, nos quatre composantes en évoquant ce qu'en disent des études scientifiques de qualité difficilement discutables.

### *Primauté du capital humain*

Controvérsées dès le XIXe siècle, les thèses de Malthus ont été démenties par les recherches et les réalisations de Norman Borlaug, père de la révolution verte en Inde et pour ce motif prix Nobel de la Paix en 1970. Toutes les famines actuelles ont leur origine dans des guerres, dans l'ignorance, dans de mauvais gouvernements ou encore dans les dysfonctions des systèmes de distribution. De même Julian Simon, "nobélisable" décédé prématurément, a-t-il montré que les ressources naturelles étaient loin de s'épuiser; la seule ressource qui risque de manquer, c'est l'homme lui-même; lui seul a le pouvoir de transformer une chose en ressource, et une ressource en richesse. L'homme est le premier capital à valoriser.

Il faut en outre remarquer que, depuis des années, les démographes les plus respectés ont attiré l'attention sur la chute généralisée des taux de croissance de la population et sur la baisse, parfois alarmante, des indices de fécondité. Ces tendances étaient déjà perceptibles il y a une trentaine d'années. Toutefois, comme elles contredisent la vulgate malthusienne, elles n'ont été admises et reconnues que très récemment par le FNUAP et les autres agences onusiennes concernées. Loin, d'ailleurs, d'en tirer comme conclusion qu'il faut mettre radicalement en cause les programmes de contrôle, ces agences prennent prétexte des anniversaires de la Conférence du Caire et de celle de Pékin pour réclamer plus de moyens pour le funeste "plan d'action".

## Population et crédibilité nationale

Il faut donc relever ici que l'effectif et la structure par âge de la population importent à l'affirmation de la souveraineté d'une nation dans le contexte général des relations internationales. C'est ce qu'enseigne l'histoire et que l'actualité confirme chaque jour. L'état de la population d'une nation ne suffit certes pas à l'affirmation politique de cette nation, mais elle en est une composante nécessaire et

ostensible. Ainsi, en dépit des différences idéologiques qui les séparent, aucune grande nation ne peut se permettre d'entretenir de mauvaises relations avec la Chine, ni d'ailleurs avec l'Inde.<sup>7</sup> La crédibilité internationale des deux géants de l'Amérique latine, le Brésil et le Mexique, est lourdement hypothéquée par leur déficit démographique.

### *Le globalisme*

Les différentes conceptions du *globalisme* doivent être examinées avec beaucoup d'attention. Si le globalisme signifie que les hommes et les États sont responsables les uns des autres, si l'on signifie par là un sens plus aigu de la solidarité, on ne peut que s'en réjouir. Avec d'autres, Zbigniew Brzezinski a cependant ouvert la voie à une autre conception du globalisme. Selon cette conception, les États-Unis devraient prendre le leadership d'un directoire des pays riches afin d'éviter le chaos mondial. Cette prévention du désordre devrait comporter la "contention" des pays du Tiers-Monde, et la répartition des tâches selon l'esprit de John Stuart Mill.<sup>8</sup>

Appliqué aux relations entre États, ce globalisme-là signifie une mise en question radicale de la *souveraineté* des Nations. A cet égard, il est extrêmement préoccupant de voir les instances internationales –l'ONU surtout, mais aussi l'Union Européenne– *grignoter* l'autonomie des Nations souveraines auxquelles elles doivent pourtant leur existence et leur légitimité. Par le moyen, notamment, de conventions, les législations nationales sont débilitées. Ainsi naît un nouveau droit, qui est utilisé, en particulier, pour imposer aux nations pauvres des "nouveaux droits" en matière de population.<sup>9</sup> La subsidiarité n'est donc plus honorée.

### *La famille*

Il faudrait rappeler ici les effets dévastateurs de l'individualisme outrancier auquel conduit le néolibéralisme et la violence qui s'ensuit. Or le contrepoids à cette dérive nous est offert dans certaines études récentes concernant la famille.

Gary Becker a reçu le prix Nobel d'Économie en 1992 pour avoir montré le rôle capital de *la famille* et de *l'éducation* dans la société.<sup>10</sup> C'est primordialement dans la famille que se forme le "capital humain", le seul qui importe en définitive, et qui risque de manquer. C'est dans la famille que se forme la personnalité de l'enfant. C'est là que l'enfant apprend le sens de l'initiative, de la responsabilité, de la solidarité, etc.: autant de qualités hautement appréciées dans la société.

Dans cette formation –ajoute Gary Becker– le rôle de *la mère* est essentiel: c'est elle qui éveille ces qualités et qui apprend à l'enfant à étudier, à ranger ses affaires, à être économe, etc. D'où la valeur spécifique de l'activité maternelle, qui devrait être reconnue dans et par la société. L'enfant n'est pas seulement un bien pour ses parents; c'est un bien pour la société. L'activité maternelle n'est pas simplement un bien "privé"; c'est un bien apporté à la société. D'où la nécessité d'offrir à la femme les conditions d'un choix vraiment libre: ou bien se consacrer à la famille, ou bien opter pour une profession, ou bien concilier les deux.

Ces conclusions sont corroborée *a contrario* par Claude Martin qui a étudié "l'après divorce". Le divorce augmente le risque de marginalisation et même d'exclusion du conjoint séparé le plus vulnérable.<sup>11</sup> L'État-Providence crée lui-même des problèmes qu'il ne peut pas résoudre: en flattant les individus, il affaiblit l'institution familiale qui serait la première à remédier aux carences de l'État-Providence...

Bref, il est de l'intérêt de la société et de l'État de soutenir la

famille et d'aider celle-ci à bien éduquer les enfants qui y naissent.

### *Gestionnaires responsables*

Il en va du milieu ambiant en général comme des ressources qu'on y trouve: l'homme doit gérer le monde naturel de façon responsable. La responsabilité des agressions contre l'environnement se trouve chez des hommes ou des compagnies que dévore une rapacité sans limites, comme c'est le cas en Amazonie; ou qui déforêtent et désertifient parce qu'ils n'ont pas accès à d'autres combustibles; ou qui, pour trouver de l'or, tuent la faune aquatique; ou qui prennent océans et lacs pour des égouts; ou qui ne veulent pas discipliner leur consommation, comme dans les pays riches; ou dont les industries sont polluantes, comme dans les pays de l'Est. Il est faux et malhonnête d'imputer à une "population excessive" la responsabilité de telles agressions.

### *Contester: un droit politique essentiel*

A la fin de cette analyse critique, il apparaît clairement que l'idéologie malthusienne introjectée par plusieurs publications d'agences de l'ONU fait peu de cas de l'homme, de ses capacités inventives, de sa liberté, de sa sociabilité. Selon cette idéologie, l'homme est l'objet de déterminismes inexorables, auxquels il est nécessairement soumis. Ces déterminismes s'observent dans la croissance fatale des pénuries, dans le caractère insurmontable des inégalités naturelles, dans l'asservissement irrémédiable de l'homme à ses passions, enfin dans l'impossibilité pour l'homme de se dégager de l'ancrage qui le rive tout entier au cosmos.

Le drame, c'est que dans la mesure où l'ONU a accueilli cette

idéologie intégralement matérialiste, avec le déterminisme qui en est le corollaire incontournable, la même ONU risque de sombrer dans l'intolérance et le dogmatisme. Piégeant ses membres, l'ONU finit par être elle-même piégée par son idéologie. Se posant en dépositaire de la "vérité idéologique", elle *doit* devenir intolérante, rejeter toute critique, ignorer superbement le démenti des faits. D'où, dans les réunions internationales, son obsession pour le *consensus* et l'occultation systématique des réserves émanant de milieux "politiquement incorrects". Si le collège des nations membres ne reprend pas le contrôle de cette organisation, l'ONU pourrait mondialiser le modèle chinois: la production du cheptel humain serait planifiée par des technocrates idéologiquement "éclairés", dont il serait interdit de discuter les oracles. Si l'ONU veut garder sa crédibilité, elle n'y parviendra qu'en se libérant de cette idéologie ringarde, réactionnaire et paléo-impériale.

Prix Nobel d'Économie en 1998, Amartya Sen a élaboré une oeuvre jetant un éclairage neuf sur la pauvreté en général, les famines en particulier. Par d'autres voies que celles explorées par Borlaug, Becker et Simon, le célèbre économiste de Cambridge a montré que la pauvreté n'avait rien de fatal. C'est l'homme qui en est le grand responsable, non la nature. La pauvreté, précise-t-il, doit se mesurer en tenant compte non seulement du revenu, mais aussi de la scolarisation, de la facilité d'accès aux soins médicaux, des réformes agraires et fiscales, etc. La pauvreté est la conséquence de mauvaises gestions économiques, c'est-à-dire de mauvaises décisions prises par des hommes: elle est le visage d'un échec. Or pour corriger ces erreurs et remédier à ces échecs, un environnement *politique* favorable est indispensable. Il faut d'abord qu'existe *pour tout le monde* le droit à la liberté d'expression; il faut pouvoir critiquer de mauvaises mesures économiques. Car, là où existe le droit de tous à la parole critique, si des dirigeants commettent des erreurs et ne les corrigent pas, ils seront recalés aux prochaines élections.

En mettant vigoureusement en lumière le rôle de l'homme, Amartya Sen montre combien est étroit le lien entre l'économie et la politique. Il souligne en particulier que les famines sont dues au fait que ceux qui en souffrent n'ont pas de droits; ils ne peuvent notamment pas s'exprimer pour critiquer l'establishment.

La lecture qu'Amartya Sen donne de la famine peut être étendue à l'ensemble des paramètres caractérisant la pauvreté et le développement: revenu, certes, mais aussi santé, école, espérance de vie, etc. Impossible de lutter contre la pauvreté, impossible de procurer le développement si ne sont pas reconnus les droits *de tous* les hommes concernés. Autrement dit, pas de développement sans démocratie politique, ni de démocratie "sans la liberté de blâmer".

S'il en est ainsi, il se confirme que la tendance au dogmatisme idéologique que l'on constate parfois à l'ONU ne peut tolérer le droit des pauvres à la parole. Privés de parole, privés d'école, privés de santé—en un mot, privés de liberté—, les pauvres n'ont pas leur place au grand banquet de la nature. "La tentation d'imposer un contrôle obligatoire des naissances, écrit Amartya Sen, apparaît dès lors qu'un gouvernement a d'autres priorités que les familles elles-mêmes".<sup>12</sup> Selon certains textes de l'ONU et de ses agences, la priorité est d'amener les pauvres à ingurgiter la potion idéologique, à y *consentir*, en aucun cas de la contester.

Si elle n'était pas stoppée, cette dérive, qui ne saurait se réclamer de la Charte de San Francisco (1945) et qui est carrément contraire à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (1948), aboutirait à un désastre économique et politique dont le "modèle chinois" n'est qu'une lugubre préfiguration.

## Le démographe face au pouvoir

Au terme de cette revue, plusieurs enseignements se dégagent.

1. La science démographique a rendu et continue à rendre des services inestimables à la communauté humaine. Cependant, le décideur politique doit toujours avoir à l'esprit les *limites* inhérentes à cette discipline scientifique. Même faits dans les meilleures conditions, les recensements ne donnent que des estimations. Quant aux projections et aux prévisions, ainsi qu'il ressort des données mêmes de l'ONU, elles doivent être prises avec la plus grande circonspection et sont régulièrement désavouées. Nous ne disposons d'aucune méthode qui nous permettrait de dire avec certitude ce que sera le comportement reproductif des couples dans telle ou telle société.

2. Depuis le début de ce siècle, la science de la population a rendu de *grands services* à la société. Elle a permis d'étudier la morbidité et en particulier de mieux cerner les maladies infectieuses; par là elle a notamment été d'un grand secours pour les services d'immigration. Avec le perfectionnement des services d'état civil, la démographie a offert aux nations une meilleure connaissance de leur force de travail et de leurs capacités. A la suite des guerres, les gouvernements ont fréquemment promu des mesures natalistes.

3. Depuis les années 1960, les pouvoirs publics ont été de plus en plus influencés par l'idéologie malthusienne, avant tout divulguée à partir des pays anglo-saxons. Imprégnés de cette idéologie, et disposant de moyens de plus en plus considérables, les États, vigoureusement incités par les organisations internationales publiques, sont *intervenues* de plus en plus ouvertement et directement dans la planification autoritaire des populations. L'Inde et la Chine sont les cas les plus célèbres, mais un interventionnisme semblable s'observe en Amérique latine, en particulier au Mexique, et en Afrique. L'idéologie malthusienne est censée "légitimer" des campagnes ciblant préférentiellement –et "pour leur bien"– les populations sans défense. De nombreux témoignages attestent que ces populations ne sont pas "complètement informées" et qu'elles ne sont pas en état de donner un "consentement libre et éclairé" sur les mesures antinatalistes dont on leur "offre" de "bénéficier". L'idéologie malthusienne est ici au service de la ruse, de la coercition ou de la force. Exportée vers les pays en plein développement, elle est devenue l'arme la plus perfide qu'utilisent les



pays riches dans l'affrontement sournois qu'ils ont entrepris vis-à-vis du Tiers-Monde.

4. Les interventions de plus en plus marquées des pouvoirs publics dans la dynamique démographique induisent des *transformations radicales* dans la société politique. Au nom de l'idéologie malthusienne, le comportement reproductif des citoyens et la cellule familiale sont de plus en plus exposés à l'intrusion de l'État. Mais les États particuliers sont de plus en plus exposés à des pressions venant de l'ONU, de ses agences et même de l'Union Européenne. L'aide aux pays du Tiers-Monde est de plus en plus *conditionnée* à l'acceptation de programmes malthusiens. La subsidiarité n'est donc plus respectée, puisque les couples sont de plus en plus "administrés" dans leurs décisions les plus intimes, et que les Nations voient s'éroder leur souveraineté au nom de "l'état de nécessité" créé par la soi-disant "explosion démographique".

5. L'impact produit par les métamorphoses du malthusianisme contraste avec la *précarité des bases scientifiques* sur lesquelles celui-ci repose. *Ce contraste appelle la communauté démographique nationale et mondiale à un examen de conscience.*

La plupart des grandes disciplines scientifiques entretiennent des rapports ambigus avec le pouvoir. Tantôt les gouvernants se servent de scientifiques pour gouverner; tantôt des scientifiques prétendent gouverner en vertu de leur savoir. Les savants oscillent ainsi souvent entre servilité et volonté de puissance. Des psychiatres se sont mis au service du régime soviétique; des médecins biologistes veulent actuellement participer au pouvoir et gérer la vie humaine au nom de critères "qualitatifs" définis par eux-mêmes.

L'idéologie malthusienne illustre de façon dramatique les risques de rapports ambigus que des démographes entretiennent avec l'establishment national et international. Considérons simplement ce qui se passe dans les agences de l'ONU. Celles-ci ont à *leur service* des

démographes dont certains sont parfois utilisés essentiellement pour donner une pseudo-légitimation scientifique aux programmes de contrôle de la population. Tel fut le cas de Julian Simon avant son approfondissement de la réalité scientifique. D'autres démographes, extérieurs ou non à l'appareil onusien, participent au pouvoir en présentant leur scientisme démographique comme la panacée à tous les maux dont souffre la société humaine.

Ainsi s'est formée une technocratie internationale qui sert les intérêts des grandes puissances. Cette technocratie maquille ses visées inavouables sous le masque d'une frime démographique totalement insensible au démenti des faits. Il faut donc dénoncer l'abus de pouvoir scientifique, parfois poussé jusqu'à l'escroquerie, commis par une fraction significative de la communauté démographique.

Nul démographe n'est à l'abri de cette récupération humiliante. Certes, on trouve partout des démographes prêts à *vendre n'importe quel produit* répondant aux convenances gouvernementales du moment, par exemple en matière d'assurance-maladie, de sécurité sociale, de pensions de retraites. Mais il existe heureusement partout une communauté démographique alliant, à une autorité scientifique reconnue, une intégrité morale d'un aloi irréprochable. C'est à ces savants, qui connaissent le prix de la liberté académique, qu'incombe la tâche urgentissime de mettre nos communautés nationales et toute la communauté humaine à l'abri des métamorphoses du malthusianisme. C'est à eux d'abord qu'il échoit de presser l'ONU de rendre des comptes; c'est à eux de démystifier les "plans d'action" largement fondés sur un gigantesque bluff idéologique. Si le mensonge fait bon ménage avec la violence, la justice ne peut se faire que dans la vérité.

- 
1. *"Celui qui naît dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de quoi subsister de ses parents à qui il est en droit d'en demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a pas le moindre droit de prétendre à la plus petite portion de nourriture; et dans le fait il est de trop dans ce monde. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert pour lui. La nature lui signifie de s'en aller, et elle ne tardera pas à exécuter son propre commandement, s'il ne parvient pas à intéresser en sa faveur la pitié des convives. S'ils se*

lèvent et lui font place, bientôt d'autres intrus se présenteront pour demander la même faveur. Dès que la nouvelle se répandra qu'on accorde des secours à tout venant, la salle sera bientôt remplie d'une multitude qui en sollicitera. L'ordre et l'harmonie de la fête seront troublés; l'abondance qui régnait auparavant se changera en disette; et le bonheur des convives sera détruit par le spectacle de la misère et de l'humiliation qui s'offre de toutes parts dans la salle et par les clameurs importunes de ceux qui enragent avec raison de ne point trouver les secours qu'on leur avait fait espérer. Les convives reconnaissent trop tard leur erreur de s'être opposés à l'exécution des ordres stricts que la grande maîtresse de la fête avait donnés contre l'admission de tout intrus; car, voulant que l'abondance régnât parmi tous ses convives, et connaissant l'impossibilité de traiter un nombre illimité d'individus, elle avait, par humanité, refusé d'admettre de nouveaux venus à sa table déjà pleine." Le texte de l'Apologue du Banquet se trouve uniquement dans la deuxième édition de l'Essai sur le principe de population de Thomas-Robert Malthus.

2. Sur l'influence de ces idées en France, voir Anne CARO, *Histoire de l'eugénisme en France. Les médecins et la procréation. XIXe-XXe siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 1995.
3. Un aperçu général sur l'action de l'ONU et de ses agences se trouve dans Stanley P. JOHNSON, *World Population and the United Nations. Challenge and Response*, Cambridge University Press, 1987.
4. Voir aussi "Globalisation et économie politique".
5. Voir Luc FERRY, *Le nouvel ordre écologique*, Paris, Éd. Grasset/Livre de Poche, 1998, cf. par exemple pp. 26-29.
6. Cf. *The Life and Death of NSSM 200* [«Kissinger Report»], publié par Stephen D. Mumford. Le texte du Rapport se trouve aux pp. 47-186. Ce livre peut être demandé au Center for Research on Population and Security, P.O. Box 13067, Research Triangle Park, North Carolina 27709, USA. Voir des extraits sur le site <http://www.africa2000.com/SNDX/nssm200all.html>
7. C'est ce qu'explique Gérard-François DUMONT, professeur de démographie à la Sorbonne, dans "Démographie et analyse stratégique", dans *Défense* (Paris), n° 83, mars 1999, pp. 76-80.
8. Sur les aspects économiques de la globalisation, voir l'ouvrage étonnant *Mastering Global Business*, Londres, Éd. Financial Times/Pittman Publishing, 1999.
9. Le passage du contrôle démographique aux "nouveaux droits" est finement analysé par Seamus GRIMES dans "From population control to 'reproductive rights': ideological influences in population policy", dans *Third World Quarterly*, 19, 3, 1998, pp. 375-393.

10. Voir Gary S. BECKER, *A Treatise on the Family*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, réédition 1994.
11. Telle est l'une des principales thèses développées par Claude MARTIN dans *L'après divorce. Lien familial et vulnérabilité*, Presses Universitaires de Rennes, 1997.
12. Cf. Amartya SEN, "Pas de bonne économie sans démocratie", dans *Le Monde* du 28 octobre 1998.